31 janv. et 1er fév. 2023

UD AUBE

57ème Congrès la cgt 10

1

Document préparatoire

Résister, Revendiquer, Lutter, Gagner !

31 janvier et 1er février 2023

à «la comédie St Germain»
rue des cerisiers 10120 Saint-Germain

RAPPORT D'ACTIVITÉ

UD CGT Aube
2A Bd.du 1er RAM 1er étage
Tél. : 03 25 73 38 47
Fax : 03 25 73 84 27

email : udcgt10@gmail.com :

Du lundi au jeudi :
de 9 h 00 à 12 h
et de 13h 30 à 17h. 30

Le vendredi :
de 8 h 30 à 12h 30

EDITO

57e CONGRES

Chères et chers camarades,

Notre 57e congrès de l'Union Départementale de l'Aube se déroulera les 31 janvier et 1 février 2023 à Saint-Germain. Les documents préparatoires, bilan et analyse, document d'orientation et projet de modification des statuts sont envoyés successivement.

Le premier retrace notre activité depuis le dernier congrès. Il va nous permettre d'appréhender ce sur quoi nous avons butté et où nous avons avancé. Cette analyse sera approfondie lors du congrès.

Notre ambition était d'installer un rapport de force durable dans le pays, à commencer dans les entreprises et établissements de notre territoire, pour gagner des conquis sociaux pour les travailleurs et leur famille et défendre ceux existants. Si le résultat n'est pas à la hauteur de notre aspiration nous pouvons néanmoins être fiers d'avoir résisté et d'avoir empêché plus de coups durs pour la classe ouvrière.

Notre congrès et sa préparation dans les syndicats et les Unions Locales sont des moments importants pour notre qualité de vie syndicale et démocratique. Nos syndiqué·e·s doivent pouvoir y débattre et décider de notre feuille de route afin de construire nos stratégies revendicatives et nous renforcer syndicalement pour les prochaines années à venir.

Faisons de notre congrès et de sa préparation un moment efficace au service du progrès social, de la démocratie, pour une société égalitaire, solidaire et juste.

Bien fraternellement,

Sylvie GATEAU

Secrétaire Générale

de l'Union Départementale CGT

Bilan et analyse de l'activité

Retour sur l'activité de l'Union départementale

La période que nous venons de vivre depuis le dernier congrès a été très particulière, voire inédite, non pas par la poursuite des attaques du gouvernement et du patronat, mais par la crise sanitaire, écologique, politique, énergétique et économique qui impacte durement la vie des travailleurs, des travailleuses et de leurs familles.

Au lieu de prendre des décisions visant une amélioration des conditions de vie de ces derniers, Emmanuel Macron et sa majorité ont poursuivi leur programme de 2017 de transformer notre pays en « startup », privilégiant le capital au détriment des travailleuses et travailleurs.

Cela s'est traduit notamment par des mesures pérennes pour les plus aisés contre des mesures exceptionnelles pour les plus modestes. Non seulement le montant total est bien plus fort pour les plus aisés, mais surtout ceux-ci vont continuer à profiter de ce gain chaque année quand les mesures exceptionnelles pour les plus modestes auront disparu ou seront en voie de disparaitre.

Fin 2019, leur volonté de réformer les régimes de retraite se précisant par l'annonce d'un projet de loi, notre organisation a appelé, avec d'autres organisations, à la mobilisation. Cela a été la plus forte mobilisation depuis 2010.

Dans l'Aube, l'Union Départementale a été moteur sur son territoire et à l'initiative d'appels à la grève et d'actions diverses :

Rassemblements, manifestations à Troyes, Romilly, Bar sur Aube, La Chapelle Saint Luc, Nogent sur Seine, opération escargot, retraite au flambeau, lancé de chaussures dans la cour de la Préfecture de l'Aube…

Après 12 journées de mobilisations nationales le gouvernement a engagé sa responsabilité sur le texte discuté en première lecture à l'Assemblée nationale, selon la procédure de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution. En réponse l'intersyndicale a appelé, au début du mois de mars, à une nouvelle journée d'action. La pandémie de Covid-19 a interrompu au printemps 2020 l'examen de la loi et le mouvement d'opposition à celle-ci.

La crise sanitaire mondiale et systémique a frappé durement les peuples et les systèmes de soins et de protection sociale de tous les pays. Pendant celle-ci, la situation des populations s'est aggravée et a été le prétexte de nouvelles attaques ultralibérales contre les acquis et les droits des travailleuses et travailleurs. Cela s'est traduit par des politiques régressives notamment sur les salaires et les pensions des retraités, l'emploi, les conditions de travail, des droits à la retraite, des services publics, des moyens alloués à notre système de protection sociale et à notre Sécurité sociale, etc.

Le gouvernement, au service du Capital, n'a cessé de tenter d'éradiquer les droits des travailleuses et des travailleurs avec une agressivité décomplexée, allant jusqu'à remettre en cause les libertés fondamentales des personnes et les libertés syndicales, socles de notre démocratie.

Cette crise a aussi impacté notre organisation et son fonctionnement. Toutes nos réunions et instances se sont tenues en visioconférence pour permettre à la démocratie interne de continuer à s'exercer.

Nous nous sommes adaptés en permanence pour continuer l'activité syndicale malgré le confinement, les restrictions de circulation des personnes et de rassemblement ainsi que d'autres limitations aux libertés. Nous avons toutefois dans cette période, malgré les difficultés, continué à défendre les intérêts des salarié·e·s et de leur famille.

À la fin de la crise sanitaire les élections présidentielles nous ont ramené à une autre crise, celle-ci démocratique. Pendant la campagne électorale les réalités de la vie des travailleuses et travailleurs de ce pays, des jeunes, des privé·e·s d'emploi et des retraité·e·s ont émergé difficilement dans un débat politique qui a tourné en boucle autour des thèmes imposés par l'extrême droite.

L'extrême droite raciste, antisémite, xénophobe et patriarcale, bien qu'une nouvelle fois battue au second tour, a progressé.

Au premier tour le taux d'abstention a été de 26 % et l'extrême droite a fait 32% des suffrages exprimés. C'est là le signe d'une profonde fracture de la société, d'un désarroi et d'une grande colère de nombreux citoyens et citoyennes confronté·e·s à l'injustice sociale, à la précarité et à la pauvreté, vivant souvent dans des territoires subissant la relégation. Nous avons continué dans cette période de lutter contre les idées racistes et fascistes, contre l'imposture de l'extrême droite et la division du monde du travail.

Emmanuel Macron a été réélu. Il porte, avec le patronat, une lourde responsabilité dans la situation que connait notre pays. Sa politique et celle des gouvernements précédents ont accru les inégalités sociales, territoriales et ont augmenté la pauvreté.

Malgré les applaudissements et les discours pompeux, le gouvernement a poursuivi la destruction des services publics alors que ceux-ci sont indispensables pour assurer l'égalité d'accès de toutes et tous à la santé, à l'éducation, à la culture, aux transports. Ces attaques contribuent lourdement à la relégation des territoires et impactent encore plus durement les travailleurs et leur famille face à l'inflation. Le gouvernement a systématiquement défendu les intérêts des plus riches plutôt que le bien commun et la lutte contre le réchauffement climatique.

Depuis sa réélection, bien que les résultats des législatives confirment une nouvelle fois que la politique qu'il a mené avec sa majorité lors du précèdent quinquennat a été fortement désavouée, Macron et sa majorité poursuivent leur politique ultralibérale.
Ils annoncent une nouvelle fois la volonté de réformer les régimes de retraites.

Dans le même temps les travailleuses et travailleurs ainsi que leur famille sont confrontés à un choc inflationniste dépassant les 6% en octobre 2022, sachant que ce taux annoncé est un chiffre moyen. En effet, pour un salarié habitant loin de son travail, dans un territoire relégué, obligé de se déplacer en véhicule diesel, c'est plus de 20% d'augmentation, se chauffant au fuel, 50% d'augmentation, la facture est bien plus salée.

Les augmentations salariales obtenues, souvent par la lutte, ne compensent pas l'inflation, à l'exception de quelques secteurs sensibles où le patronat et le gouvernement ont lâché face à la contestation et aux mobilisations interprofessionnelles grandissantes dans le pays.

Au regard de la détermination du gouvernement et du patronat à refuser des augmentations qui répondent à l'inflation et la revalorisation des métiers et des qualifications, la CGT, nationalement et départementalement, a poursuivi son action afin de créer les conditions pour que les salariés puissent se mobiliser sous quelque forme que ce soit afin de créer le rapport de force qui permettra aux salariés d'obtenir gain de cause sur la question salariale.

Malgré la situation de paupérisation à laquelle sont confronté·e·s les salarié·e·s, retraité·e·s et leur famille, Macron et sa majorité tentent de poursuivre leurs projets de régression sociale en matière de droit au chômage et à la retraite.

Le gouvernement Borne a présenté son projet de réforme des retraites comme LA solution ultime pour sauvegarder nos retraites.

C'est un nouveau projet de réforme régressive des régimes de retraite dans lequel ils envisagent le report de l'âge légal et l'allongement de la durée de cotisation pour pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein. Ils veulent aller très vite afin que leur réforme soit votée avant la fin du premier semestre 2023.

Porteuse d'un projet pour gagner la retraite à 60 ans à taux plein et les départs anticipés pour les salarié·e·s exerçant des métiers pénibles, la CGT se met progressivement en ordre de bataille.

En même temps le gouvernement vient d'utiliser le 49-3 sur le Projet de Loi du Financement de la Sécurité Sociale 2023 (PLFSS). Il montre ainsi de nouveau son autoritarisme en poursuivant une politique de confiscation du débat démocratique. Pour rappel le PLFSS, porté par le gouvernent, a recueilli des votes défavorables dans l'ensemble des instances consultatives des caisses de Sécurité Sociale, la CGT ayant voté contre avec des argumentaires et des propositions largement partagées par de nombreuses organisations, en particulier sur les questions de santé. Par ce PLFSS, le gouvernement démontre son refus de sortir de sa politique d'austérité mortifère pour les conditions de travail des personnels et la qualité des soins prodigués aux patient·e·s.

Les autres secteurs des services publics ne sont pas non plus épargnés.
Ces trois dernières années les mobilisations ont été multiples pour défendre des services publics répondant aux besoins de la population et aux enjeux.

Enfin, au regard des catastrophes naturelles dans le monde et en France et de la volonté du Président Macron et de sa majorité de privilégier le Capital plutôt que notre planète, la CGT a pris ses responsabilités en appelant, avec d'autres organisations, à la mobilisation pour défendre un autre projet qui met l'humain·e et l'écologie au centre.